



ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le mercredi 4 décembre 2019 — N° 91

Neuf heures quarante

Président de l'Assemblée nationale :
M. François Paradis

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- Le député de Masson sur le sujet suivant : *Bonne chance aux jeunes athlètes du Voltizone.*
- Le député de Marquette sur le sujet suivant : *Hommage à l'entreprise sociale Les abeilles emballées – fondée par des jeunes de l'école primaire Catherine-Soumillard de Lachine.*
- Le député de Portneuf sur le sujet suivant : *Des petits miracles chaque année au Kiosque de Noël.*
- La députée de Lotbinière-Frontenac sur le sujet suivant : *Félicitations aux gagnants du gala jeunes personnalités du CJE de Frontenac.*
- Le député de Laurier-Dorion sur le sujet suivant : *Explosion des demandes de fixation des loyers à la Régie du logement.*
- Le député de Chauveau sur le sujet suivant : *Les performances de Marylou Martineau, athlète paralympique.*
- Le député de Matane-Matapédia sur le sujet suivant : *Souligner le parcours du hockeyeur matanais Charle Truchon.*
- Le député de Bourget sur le sujet suivant : *Le concert de la Gang à Rambrou.*
- Le député de Richelieu sur le sujet suivant : *Hommage au succès des étudiants du Cégep de Sorel-Tracy au Startup Weekend de Shawinigan.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS a) documents
b) rapports de commissions
c) pétitions

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2

AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

- 1) Projet de loi n° 30
Loi visant la récupération de sommes dues à l'État
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor le **14 juin 2019**
- 2) Projet de loi n° 35
Loi visant à moderniser certaines règles relatives à la publicité foncière et à favoriser la diffusion de l'information géospatiale
Présenté par le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles le **19 septembre 2019**
- 3) Projet de loi n° 39
Loi établissant un nouveau mode de scrutin
Présenté par la ministre responsable des Institutions démocratiques, de la Réforme électorale et de l'Accès à l'information le **25 septembre 2019**
- 4) Projet de loi n° 44
Loi visant principalement la gouvernance efficace de la lutte contre les changements climatiques et à favoriser l'électrification
Présenté par le ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques le **31 octobre 2019**

- 5) **Projet de loi n° 45**
Loi concernant principalement la nomination et le mandat des coroners et du coroner en chef
Présenté par la ministre de la Sécurité publique le **30 octobre 2019**
- 6) **Projet de loi n° 46**
Loi modifiant la Loi sur la conservation du patrimoine naturel et d'autres dispositions
Présenté par le ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques le **14 novembre 2019**
- 7) **Projet de loi n° 48**
Loi visant principalement à contrôler le coût de la taxe foncière agricole et à simplifier l'accès au crédit de taxes foncières agricoles
Présenté par le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation le **5 novembre 2019**
- 8) **Projet de loi n° 49**
Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités, la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale et diverses dispositions législatives
Présenté par la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation le **13 novembre 2019**
- 9) **Projet de loi n° 51**
Loi visant principalement à améliorer la flexibilité du régime d'assurance parentale afin de favoriser la conciliation famille-travail
Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le **28 novembre 2019**
- 10) **Projet de loi n° 52**
Loi visant à renforcer le régime d'examen des plaintes du réseau de la santé et des services sociaux notamment pour les usagers qui reçoivent des services des établissements privés
Présenté par la ministre responsable des Aînés et des Proches aidants le **3 décembre 2019**

Étude détaillée en commission

- 11) Projet de loi n° 15**
Loi sur la Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique
Présenté par la ministre du Tourisme le 28 mai 2019
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations)
déposé le 17 septembre 2019
Principe adopté le **19 septembre 2019**, et
Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail
- 12) Projet de loi n° 18**
Loi modifiant le Code civil, le Code de procédure civile, la Loi sur le
curateur public et diverses dispositions en matière de protection des
personnes
Présenté par le ministre de la Famille le 10 avril 2019
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations)
déposé le 25 septembre 2019
Principe adopté le **26 septembre 2019**, et
Renvoyé à la Commission des relations avec les citoyens
- 13) Projet de loi n° 23**
Loi sur la dénomination et les responsabilités de certains ministres et de
certains ministères et édictant la Loi sur le ministère des Forêts, de la Faune
et des Parcs
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et
président du Conseil du trésor le 18 avril 2019
Principe adopté le **19 septembre 2019**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 14) Projet de loi n° 27**
Loi concernant principalement l'organisation gouvernementale en matière
d'économie et d'innovation
Présenté par le ministre de l'Économie et de l'Innovation le 12 juin 2019
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations)
déposé le 3 octobre 2019
Principe adopté le **23 octobre 2019**, et
Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail

- 15) Projet de loi n° 29**
Loi modifiant le Code des professions et d'autres dispositions notamment dans le domaine buccodentaire et celui des sciences appliquées
Présenté par la ministre de la Justice le 5 juin 2019
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 17 septembre 2019
Principe adopté le **24 septembre 2019**, et
Renvoyé à la Commission des institutions
- 16) Projet de loi n° 32**
Loi visant principalement à favoriser l'efficacité de la justice pénale et à établir les modalités d'intervention de la Cour du Québec dans un pourvoi en appel
Présenté par la ministre de la Justice le 13 juin 2019
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 31 octobre 2019
Principe adopté le **6 novembre 2019**, et
Renvoyé à la Commission des institutions
- 17) Projet de loi n° 34**
Loi visant à simplifier le processus d'établissement des tarifs de distribution d'électricité
Présenté par le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles le 12 juin 2019
Rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles (consultations) déposé le 24 septembre 2019
Principe adopté le **10 octobre 2019**, et
Renvoyé à la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles
- 18) Projet de loi n° 37**
Loi visant principalement à instituer le Centre d'acquisitions gouvernementales et Infrastructures technologiques Québec
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor le 18 septembre 2019
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 30 octobre 2019
Principe adopté le **5 novembre 2019**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques

- 19)** Projet de loi n° 40
Loi modifiant principalement la Loi sur l’instruction publique relativement à l’organisation et à la gouvernance scolaires
Présenté par le ministre de l’Éducation et de l’Enseignement supérieur le 1^{er} octobre 2019
Rapport de la Commission de la culture et de l’éducation (consultations) déposé le 14 novembre 2019
Principe adopté le **28 novembre 2019**, et
Renvoyé à la Commission de la culture et de l’éducation
- 20)** Projet de loi n° 41
Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions des discours sur le budget du 17 mars 2016, du 28 mars 2017, du 27 mars 2018 et du 21 mars 2019
Présenté par le ministre des Finances le 31 octobre 2019
Principe adopté le **7 novembre 2019**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 21)** Projet de loi n° 42
Loi donnant suite à des mesures fiscales annoncées à l’occasion du discours sur le budget du 21 mars 2019 et à certaines autres mesures
Présenté par le ministre des Finances le 7 novembre 2019
Principe adopté le **19 novembre 2019**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 22)** Projet de loi n° 43
Loi modifiant la Loi sur les infirmières et les infirmiers et d’autres dispositions afin de favoriser l’accès aux services de santé
Présenté par la ministre de la Santé et des Services sociaux le 9 octobre 2019
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 14 novembre 2019
Principe adopté le **27 novembre 2019**, et
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux

- 23) Projet de loi n° 47**
Loi assurant la mise en œuvre de certaines mesures du partenariat 2020-2024 entre le gouvernement du Québec et les municipalités
Présenté par la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation le 5 novembre 2019
Principe adopté le **28 novembre 2019**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

Prise en considération de rapports de commissions

- 24) Projet de loi n° 16**
Loi visant principalement l'encadrement des inspections en bâtiment et de la copropriété divise, le remplacement de la dénomination de la Régie du logement et l'amélioration de ses règles de fonctionnement et modifiant la Loi sur la Société d'habitation du Québec et diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal
Présenté par la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation le 3 avril 2019
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire (consultations) déposé le 14 mai 2019
Principe adopté le 16 mai 2019
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire déposé le **28 novembre 2019** (Amend. transmis en vertu de l'article 252 du Règlement)
Reprise du débat ajourné au nom du député de Laurier-Dorion le **3 décembre 2019**

Adoption

- 25) Projet de loi n° 31**
Loi modifiant principalement la Loi sur la pharmacie afin de favoriser l'accès à certains services et autorisant la communication de renseignements personnels concernant certains enfants autochtones disparus ou décédés à leur famille (*titre modifié*)
Présenté par la ministre de la Santé et des Services sociaux le 13 juin 2019
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 9 octobre 2019
Principe adopté le 31 octobre 2019
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux adopté le **3 décembre 2019**

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

- 26) Projet de loi n° 190
Loi visant à exclure les pensions alimentaires pour enfants du calcul des revenus dans diverses lois à caractère social
Présenté par la députée de Sherbrooke le **7 décembre 2018**
- 27) Projet de loi n° 191
Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale afin de prescrire la diffusion de renseignements relatifs à l'utilisation des sommes octroyées aux députés dans l'exercice de leurs fonctions
Présenté par le député de Gouin le **6 décembre 2018**
- 28) Projet de loi n° 192
Loi visant à reconnaître le serment des députés envers le peuple du Québec comme seul serment obligatoire à leur entrée en fonction
Présenté par le député de Jean-Lesage le **28 février 2019**
- 29) Projet de loi n° 193
Loi établissant un bouclier de protection budgétaire des services à l'éducation, à l'enfance et à la protection de la jeunesse
Présenté par la députée de Joliette le **7 février 2019**
- 30) Projet de loi n° 194
Loi visant à assurer le respect des obligations du Québec relatives aux changements climatiques
Présenté par le député de Jonquière le **21 février 2019**
- 31) Projet de loi n° 195
Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale afin d'élargir la portée du droit au paiement des frais d'une assistance
Présenté par le député de Chomedey le **11 avril 2019**
- 32) Projet de loi n° 196
Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports afin d'instaurer le registre Passe-Sports visant à colliger les données sur l'état de santé des personnes âgées de moins de 18 ans à la suite d'une commotion cérébrale
Présenté par le député de Marquette le **11 avril 2019**

- 33) Projet de loi n° 197**
Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur afin de lutter contre l'obsolescence programmée et de faire valoir le droit à la réparation des biens
Présenté par le député de Chomedey le **9 avril 2019**
- 34) Projet de loi n° 198**
Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles
Présenté par le député de Rosemont le **9 mai 2019**
- 35) Projet de loi n° 199**
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement pour instaurer un droit d'initiative citoyenne en environnement et renforcer les pouvoirs et l'indépendance du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement
Présenté par la députée de Mercier le **25 septembre 2019**
- 36) Projet de loi n° 391**
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin d'affirmer la primauté de la compétence du Québec en cette matière
Présenté par le député de Jonquière le **30 mai 2019**
- 37) Projet de loi n° 392**
Loi concernant la sélection des sénateurs représentant le Québec
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **9 mai 2019**
- 38) Projet de loi n° 393**
Loi affirmant la participation du Québec au processus de nomination des juges de la Cour suprême du Canada pour le Québec
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **16 mai 2019**
- 39) Projet de loi n° 396**
Loi modifiant le Code civil afin que l'action visant à réparer un préjudice corporel résultant d'une agression à caractère sexuel, de la violence subie pendant l'enfance ou de la violence d'un conjoint ou d'un ancien conjoint soit imprescriptible la vie durant de l'auteur de l'acte
Présenté par la députée de Sherbrooke le **12 juin 2019**

- 40)** Projet de loi n° 397
Loi visant à renforcer l'encadrement du processus de sélection, de renouvellement de mandat et de destitution d'un directeur d'un corps de police municipal
Présenté par la députée de Vaudreuil le **14 novembre 2019**
- 41)** Projet de loi n° 399
Loi instaurant une présomption de consentement au don d'organes ou de tissus après le décès
Présenté par le député de Pontiac le **5 novembre 2019**
- 42)** Projet de loi n° 490
Loi instaurant l'électrification progressive du parc automobile québécois
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **26 septembre 2019**
- 43)** Projet de loi n° 493
Loi sur l'interculturalisme
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **30 octobre 2019**
- 44)** Projet de loi n° 495
Loi autorisant la captation de sons et d'images lors des séances publiques d'un conseil municipal ou d'un conseil d'une communauté métropolitaine
Présenté par la députée de Verdun le **20 novembre 2019**
- 45)** Projet de loi n° 496
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Rosemont le **14 novembre 2019**

Étude détaillée en commission

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

- 46)** Projet de loi n° 204
Loi concernant l'établissement d'un régime fiscal particulier pour le Port de Havre-Saint-Pierre
Présenté par la députée de Duplessis le **13 novembre 2019**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 47)** Projet de loi n° 205
Loi concernant la Ville de Gaspé
Présenté par la députée de Gaspé le **13 novembre 2019**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 48)** Projet de loi n° 206
Loi modifiant la Loi sur la charte de la Coopérative fédérée de Québec
Présenté par le député de Rousseau le **13 novembre 2019**, et
Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail
- 49)** Projet de loi n° 207
Loi concernant la Ville de Murdochville
Présenté par la députée de Gaspé le **14 novembre 2019**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 50)** Projet de loi n° 208
Loi concernant la cession d'un droit d'emphytéose en faveur de la Ville d'Alma
Présenté par le député de Lac-Saint-Jean le **27 novembre 2019**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

V. Crédits budgétaires

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Projet de loi n° 390

Loi remplaçant la Loi sur l'Amicale des anciens parlementaires du Québec

Adopté le **3 décembre 2019**

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

*Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission
peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée*

COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Mandat réglementaire

- Audition portant sur la gestion administrative du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation et de la Société d'habitation du Québec, et sur le chapitre 2 du rapport de mai 2019 du Vérificateur général intitulé « Programme AccèsLogis Québec : exploitation des immeubles ».

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 34**, Loi visant à simplifier le processus d'établissement des tarifs de distribution d'électricité (mandat confié le 10 octobre 2019).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion de la Régie de l'énergie.

Mandat d'initiative

- Examiner les impacts des pesticides sur la santé publique et l'environnement, ainsi que les pratiques de remplacement innovantes disponibles et à venir dans les secteurs de l'agriculture et de l'alimentation, et ce, en reconnaissance de la compétitivité du secteur agroalimentaire québécois.

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 47**, Loi assurant la mise en œuvre de certaines mesures du partenariat 2020-2024 entre le gouvernement du Québec et les municipalités (mandat confié le 28 novembre 2019).
- **Projet de loi n° 204**, Loi concernant l'établissement d'un régime fiscal particulier pour le Port de Havre-Saint-Pierre (mandat confié le 13 novembre 2019).
- **Projet de loi n° 205**, Loi concernant la Ville de Gaspé (mandat confié le 13 novembre 2019).
- **Projet de loi n° 207**, Loi concernant la Ville de Murdochville (mandat confié le 14 novembre 2019).
- **Projet de loi n° 208**, Loi concernant la cession d'un droit d'emphytéose en faveur de la Ville d'Alma (mandat confié le 27 novembre 2019).

Mandat conféré par une loi

- Étudier le rapport de mise en œuvre de la Loi sur l'éthique et la déontologie municipale.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Entendre la Commission municipale du Québec.

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 40**, Loi modifiant principalement la Loi sur l'instruction publique relativement à l'organisation et à la gouvernance scolaires (mandat confié le 28 novembre 2019).

Mandat conféré par une loi

- Audition des dirigeants des établissements d'enseignement de niveau universitaire.

Mandat d'initiative

- Avenir des médias d'information.

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 15**, Loi sur la Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique (mandat confié le 19 septembre 2019).
- **Projet de loi n° 27**, Loi concernant principalement l'organisation gouvernementale en matière d'économie et d'innovation (mandat confié le 23 octobre 2019).
- **Projet de loi n° 206**, Loi modifiant la Loi sur la charte de la Coopérative fédérée de Québec (mandat confié le 14 novembre 2019).

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 23**, Loi sur la dénomination et les responsabilités de certains ministres et de certains ministères et édictant la Loi sur le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (mandat confié le 19 septembre 2019).
- **Projet de loi n° 37**, Loi visant principalement à instituer le Centre d'acquisitions gouvernementales et Infrastructures technologiques Québec (mandat confié le 5 novembre 2019).
- **Projet de loi n° 41**, Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions des discours sur le budget du 17 mars 2016, du 28 mars 2017, du 27 mars 2018 et du 21 mars 2019 (mandat confié le 7 novembre 2019).
- **Projet de loi n° 42**, Loi donnant suite à des mesures fiscales annoncées à l'occasion du discours sur le budget du 21 mars 2019 et à certaines autres mesures (mandat confié le 19 novembre 2019).

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 29**, Loi modifiant le Code des professions et d'autres dispositions notamment dans le domaine buccodentaire et celui des sciences appliquées (mandat confié le 24 septembre 2019).
- **Projet de loi n° 32**, Loi visant principalement à favoriser l'efficacité de la justice pénale et à établir les modalités d'intervention de la Cour du Québec dans un pourvoi en appel (mandat confié le 6 novembre 2019).

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 39**, Loi établissant un nouveau mode de scrutin (mandat confié le 3 décembre 2019).

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 18**, Loi modifiant le Code civil, le Code de procédure civile, la Loi sur le curateur public et diverses dispositions en matière de protection des personnes (mandat confié le 26 septembre 2019).

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 43**, Loi modifiant la Loi sur les infirmières et les infirmiers et d'autres dispositions afin de favoriser l'accès aux services de santé (mandat confié le 27 novembre 2019).

Mandat d'initiative

- L'augmentation préoccupante de la consommation de psychostimulants chez les enfants et les jeunes en lien avec le trouble déficitaire de l'attention avec hyperactivité (TDAH).

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 44**, Loi visant principalement la gouvernance efficace de la lutte contre les changements climatiques et à favoriser l'électrification (mandat confié le 3 décembre 2019).

COMMISSION SPÉCIALE SUR L'EXPLOITATION SEXUELLE DES MINEURS

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- Établir un portrait de l'exploitation sexuelle des mineurs au Québec, y compris les conséquences sur le passage à la vie adulte (mandat confié le 14 juin 2019).

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

*Les [questions déjà inscrites](#) paraissent
au Feuilleton du mercredi*

- 92) Mme Melançon (Verdun) – **31 octobre 2019**
À la ministre de la Culture et des Communications

Le ministère de la Culture et des Communications s'est doté d'un plan d'action de développement durable 2016-2020 qui prévoit notamment une action visant à mettre en œuvre le processus de prise en compte des principes de développement durable dans l'ensemble des actions structurantes menées par le Ministère.

Le rapport annuel de gestion 2018-2019 du Ministère fait état d'un ralentissement important de la progression des résultats à ce sujet. Après une progression de 46% en 2017-2018, les principes de développement durable ont été pris en compte dans seulement 50% des actions structurantes en 2018-2019.

Cette progression de seulement 4% dans la dernière année laisse présager que la cible de 100% ne sera pas atteinte d'ici le 31 mars 2020, ce qui pousse d'ailleurs le Ministère à indiquer la mention « À surveiller » au sujet de l'état d'avancement de cette action.

La ministre peut-elle nous indiquer quelles actions a-t-elle prises afin de s'assurer de l'atteinte des objectifs contenus dans le plan d'action de développement durable 2016-2020 du ministère de la Culture et des Communications et peut-elle confirmer que l'entièreté des actions structurantes menées par le Ministère auront pris en compte les principes de développement durable tel que prévu au 31 mars 2020?

- 93) Mme Melançon (Verdun) – **31 octobre 2019**
À la ministre de la Culture et des Communications

Le Centre de conservation du Québec offre des services tarifés en restauration d'objets ou d'œuvres d'art ainsi que des services d'expertise en matière de conservation préventive, de formation et de documentation.

Ces services tarifés prévoient notamment un tarif de 76\$ par heure pour les organismes à but non lucratif privés, comme les organismes communautaires, les sociétés d'histoire et les centres d'archives privés. Ce tarif est en hausse de 5,5% par rapport à la tarification précédente qui était de 72\$ par heure.

Au sujet de toute hausse de la tarification, le premier ministre a déclaré le 3 octobre dernier : « Ce qu'on vient dire aux Québécois, là, puis on l'a promis pendant la campagne électorale, c'est qu'au Québec, à l'avenir, aucun impôt, aucune taxe, aucun tarif ne va augmenter de plus que l'inflation. C'est une promesse, puis comme toutes nos promesses, on va la tenir. »

Considérant que l'inflation au Québec en 2018 était de 1,8%, comment la ministre peut-elle réconcilier cette hausse de tarif de 5,5% avec l'engagement formel du premier ministre?

- 95) Mme Fournier (Marie-Victorin) – **6 novembre 2019**
Au ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale

J'ai été interpellée à plusieurs reprises concernant certains éléments relatifs à la mission ainsi qu'aux processus de la CNESST.

D'abord, selon les citoyens entendus, la CNESST se serait éloignée de sa mission première en orientant ses pratiques sur un modèle inspiré de l'assurance privée. Elle tenterait plutôt de consolider au maximum les blessures des travailleuses et travailleurs tout en négligeant d'assurer une guérison complète de ceux-ci avant de les réintroduire sur le marché du travail.

De plus, le processus de contestation des contre-expertises médicales semble complexe pour un grand nombre de citoyens et considéré comme opaque. Il conduirait dès lors le traitement administratif des dossiers sur la voie de la judiciarisation de façon abusive et inutile, alors que les travailleuses et travailleurs accidentés doivent faire face aux équipes d'experts de l'employeur et de la CNESST.

Ainsi, ma question est la suivante :

Est-ce que le ministre s'engage à considérer les éléments suivants dans la prochaine réforme du droit du travail, c'est-à-dire :

- Recentrer la mission de la CNESST pour prioriser le processus de guérison des travailleuses et travailleurs accidentés afin de mieux les réintégrer sur le marché du travail.
- Simplifier le processus de contestation des contre-expertises de la CNESST afin de limiter la judiciarisation des dossiers.

96) Mme Fournier (Marie-Victorin) – **6 novembre 2019**
À la ministre de la Santé et des Services sociaux

L'accès aux services d'un orthophoniste ou d'un audiologiste est problématique pour de nombreuses familles. Pour celles dont les enfants ont des retards de développement du langage, la situation est encore plus préoccupante.

Des disparités régionales importantes persistent à l'heure actuelle. Plusieurs enfants sont inscrits sur des listes d'attente qui peuvent dépasser un an. À l'étape de la petite enfance, chaque année est pourtant cruciale dans le développement linguistique d'un enfant, et aura un effet sur chacune des étapes subséquentes de la vie.

Le gouvernement dit faire de la petite enfance l'une de ses grandes priorités.

Ainsi, ma question est la suivante :

- La ministre a-t-elle l'intention de travailler en collaboration avec son collègue ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur ainsi que son collègue ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux afin de mettre sur pied un programme national unifié d'accès aux services d'orthophonie et d'audiologie dans le but d'équilibrer le nombre de professionnels entre les différentes régions du Québec et d'ainsi assurer une accessibilité dans un délai raisonnable de 3 mois pour l'ensemble de la population ?

97) Mme Fournier (Marie-Victorin) – **6 novembre 2019**
Au ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur

L'accès aux services d'un orthophoniste ou d'un audiologiste est problématique pour de nombreuses familles. Pour celles dont les enfants ont des retards de développement du langage, la situation est encore plus préoccupante.

Des disparités régionales importantes persistent à l'heure actuelle. Plusieurs enfants sont inscrits sur des listes d'attente qui peuvent dépasser un an. À l'étape de la petite enfance, chaque année est pourtant cruciale dans le développement linguistique d'un enfant, et aura un effet sur chacune des étapes subséquentes de la vie.

Le gouvernement dit faire de la petite enfance l'une de ses grandes priorités.

Ainsi, ma question est la suivante :

- Le ministre a-t-il l'intention de travailler en collaboration avec sa collègue ministre de la Santé et des Services sociaux et son collègue ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux afin de mettre sur pied un programme national unifié d'accès aux services d'orthophonie et d'audiologie dans le but d'équilibrer le nombre de professionnels entre les différentes régions du Québec et d'ainsi assurer une accessibilité dans un délai raisonnable de 3 mois pour l'ensemble de la population ?

98) Mme Fournier (Marie-Victorin) – **6 novembre 2019**
Au ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux

L'accès aux services d'un orthophoniste ou d'un audiologiste est problématique pour de nombreuses familles. Pour celles dont les enfants ont des retards de développement du langage, la situation est encore plus préoccupante.

Des disparités régionales importantes persistent à l'heure actuelle. Plusieurs enfants sont inscrits sur des listes d'attente qui peuvent dépasser un an. À l'étape de la petite enfance, chaque année est pourtant cruciale dans le développement linguistique d'un enfant, et aura un effet sur chacune des étapes subséquentes de la vie.

Le gouvernement dit faire de la petite enfance l'une de ses grandes priorités.

Ainsi, ma question est la suivante :

- Le ministre a-t-il l'intention de travailler en collaboration avec sa collègue ministre de la Santé et des Services sociaux ainsi que son collègue ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur afin de mettre sur pied un programme national unifié d'accès aux services d'orthophonie et d'audiologie dans le but d'équilibrer le nombre de professionnels entre les différentes régions du Québec et d'ainsi assurer une accessibilité dans un délai raisonnable de 3 mois pour l'ensemble de la population ?

99) Mme Ghazal (Mercier) – **12 novembre 2019**

Au ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques

Dans votre réponse à la pétition appuyée par 8 252 citoyens et citoyennes sur la réduction des nuisances liées aux circulaires, vous reconnaissiez que nous devons être plus responsables dans notre consommation de produits de courte vie ou à usage unique. Je suis enchantée de lire qu'on partage la même volonté de réduire les effets pervers de cette distribution massive.

Vous n'êtes pas sans savoir que la Ville de Mirabel s'est positionnée dans ce dossier en interdisant la distribution d'imprimés publicitaires lorsqu'il n'y a pas de pictogramme l'autorisant. De son côté, la Ville de Montréal entend depuis le 25 octobre les opinions sur le sujet dans le cadre de la consultation publique sur le contrôle des circulaires déclenchée par une initiative citoyenne. Visiblement, le mode de distribution systématique ne fait plus consensus. Ces villes et celles qui songent à intervenir devront, tôt ou tard, pouvoir compter sur une consigne claire et universelle qui pourrait se fondre dans la Loi sur les compétences municipales pour mieux encadrer la pratique partout sur le territoire.

Vous mentionnez aussi que dans le cadre du Budget 2019-2020 vous avez annoncé une somme de 100M\$ sur cinq ans pour améliorer la gestion des matières résiduelles au Québec. Ces sommes sont attendues et seront les bienvenues. Toutefois en déterminant comment devrait être conçu l'emballage des circulaires à travers un règlement qui découlerait de l'article 53.28 de la Loi sur la qualité de l'environnement, il est possible de réduire l'inefficacité de nos centres de tri, et ce aux frais des entreprises concernées.

Dans ce contexte et à la lumière de ces informations, mes questions pour le ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques sont les suivantes :

- 1) Est-ce que le ministre s'engage à rapidement uniformiser la réglementation sur la distribution des circulaires dans une perspective de réduction des matières résiduelles?
- 2) Est-ce que le ministre entend énoncer clairement des balises pour encadrer la nature des emballages de circulaires?
- 3) Advenant que ces propositions ne soient pas envisagées par le ministre et considérant que le sujet est brûlant d'actualité, quelles sont les intentions du ministre et quand prévoit-il transformer ses intentions en actions?

101) Mme Ghazal (Mercier) – **27 novembre 2019**
Au ministre des Transports

Dernièrement, trois demandes citoyennes concernant des indemnités de la SAAQ me sont parvenues. Ces trois demandes mettent en lumière des situations bien différentes, mais qui méritent pour le moins que nous nous y attardions, car elles affectent les personnes indemnisées.

Un premier citoyen m'exposait qu'en vertu du paragraphe 4.1 de l'article 49 de la Loi sur l'assurance automobile, l'indemnité cesse lorsque la personne exerce un emploi lui procurant un revenu brut égal ou supérieur à celui à partir duquel la SAAQ calcule l'indemnité de remplacement du revenu. Dans certaines situations où les personnes indemnisées se retrouvent à gagner un peu plus que le revenu calculé par la SAAQ, cet article peut décourager le maintien à l'emploi de personnes indemnisées, car celles-ci ne souhaitent pas être pénalisées.

Un deuxième cas de figure met de l'avant la fin graduelle des indemnités lorsqu'arrive l'âge de la retraite, en vertu de l'article 43 de cette même loi. Cette situation peut provoquer, pour celles et ceux qui ne disposent que de la pension fédérale ou qui disposent de peu de revenus de retraite, une baisse importante de leurs revenus.

Le troisième exemple concerne l'expectative de revenus pour les travailleurs autonomes. Le citoyen qui nous a interpellés sur cet enjeu travaillait sur un contrat peu payant, mais qui allait lui donner une bonne visibilité pour obtenir de nouveaux revenus. L'indemnité qu'il a reçue ne prenait pas en compte le revenu qu'il aurait pu raisonnablement s'attendre à recevoir, mais s'est plutôt basée sur les revenus qu'il avait reçus à ce jour. Dans un contexte où, selon l'Institut de la statistique du Québec, la variation en pourcentage du nombre de travailleurs entre 2017 et 2018 est plus importante que les emplois salariés, cette réalité est appelée à se multiplier.

À la lumière de ces situations que vivent différents types d'indemnisés, mes questions pour le ministre des Transports sont les suivantes:

- 1) Est-ce que le ministre compte réviser le paragraphe 4.1 de l'article 49 pour faire en sorte que les personnes indemnisées qui exercent un emploi procurant un revenu brut égal ou supérieur à celui calculé par la SAAQ voient leur indemnité diminuée de manière progressive (dollars pour dollars) plutôt qu'arrêtée de manière intégrale, comme il est prévu actuellement, lorsqu'il y a dépassement?
- 2) Est-ce que le ministre envisage d'accompagner les personnes indemnisées lorsqu'elles cessent de recevoir les indemnités de revenus à 68 ans et qu'elles n'ont pas ou peu de revenus de retraite, que ce soit par le maintien d'indemnités de remplacement de revenu de la SAAQ ou par un autre programme qui viendrait bonifier les revenus de retraite pour combler l'écart de revenu que la cessation des indemnités pourrait générer?
- 3) Est-ce que le ministre prévoit se pencher sur les nouvelles réalités du travail, notamment concernant la croissance du nombre de travailleurs autonomes, et sur les impacts que ça peut avoir sur le versement ou la détermination des indemnités?

102) Mme Perry Mélançon (Gaspé) – **28 novembre 2019**
À la ministre de la Sécurité publique

La Gaspésie est aux prises avec un important problème d'érosion des berges, et les changements climatiques accélèrent ce processus. Le phénomène touche 69 % des côtes gaspésiennes; plus de 850 infrastructures sont potentiellement menacées. Selon les résultats d'une étude déposée par le consortium Ouranos en 2016, la facture des dommages causés par l'érosion côtière dans la région de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine pourrait se chiffrer à 776 M\$ sur 50 ans.

Malgré cela, au cours des trois dernières années, aucune somme n'a été octroyée pour la prévention de l'érosion des berges en Gaspésie et, dans son dernier budget, le gouvernement prévoit une somme globale de 2,2 M\$ sur trois ans à cet effet. À la lecture de l'ensemble des données disponibles, il apparaît clairement que les sommes prévues au budget sont largement insuffisantes, et qu'il importe d'avoir une vision à long terme face à cette problématique.

Ma question est la suivante :

- Est-ce que la ministre de la Sécurité publique peut s'engager à investir, de façon préventive, les sommes nécessaires à la préservation des berges en Gaspésie, protégeant du même coup les infrastructures, les entreprises, les bâtiments et les citoyens?

103) M. LeBel (Rimouski) – **29 novembre 2019**

Au ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur

Selon des renseignements obtenus par des citoyens inquiets et acheminés au bureau de circonscription du député de Rimouski, il a été possible de savoir que le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES) a entrepris une vaste opération pour donner suite à un rapport du Vérificateur général qui déplorait la lenteur de la révision des programmes de DEP et de DEC. Par conséquent, le Comité national des programmes d'études professionnelles et techniques (CNPEPT) tente d'effectuer les opérations dans un délai de 18 mois.

Plus particulièrement, le cas des programmes 410-001 – Gestion de commerces, 410-003 – Comptabilité de gestion, et 412 – Bureautique nous préoccupe; le CNPEPT aurait l'intention de les fusionner afin de créer un tout nouveau programme intitulé provisoirement Techniques de l'administration.

Or, le CNPEPT a élaboré sa vision sur la base d'une analyse biaisée et incomplète. De plus, il se propose de l'imposer, même si elle n'obtient pas l'adhésion du milieu. Ce dernier, d'ailleurs, n'a pas été consulté; on l'a tenu dans l'ignorance jusqu'à tout récemment.

Le CNPEPT justifie ses décisions en s'appuyant sur des documents (État de la situation) qui ont été élaborés à l'aide d'échantillons laissant une large place au secteur public, alors que les diplômées et les diplômés des programmes concernés œuvrent en grand nombre dans le secteur privé. De plus, le CNPEPT tire des conclusions de statistiques contestables, en plus de ne pas avoir tenté de comprendre ce qui motive le comportement des jeunes. Finalement, le CNPEPT, pour faire ses analyses, a pris en considération des énoncés de compétences datant parfois de 1999, alors que les enseignants, dans le secteur technique, ne cessent d'actualiser leurs cours pour s'adapter aux nouvelles réalités.

Ma question est la suivante :

Est-ce que le ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur peut préciser s'il a la réelle intention de fusionner les programmes 410-001 – Gestion de commerces, 410-003 – Comptabilité de gestion, et 412 – Bureautique pour former un seul programme collégial en administration?

104) M. Zanetti (Jean-Lesage) – **3 décembre 2019**
À la ministre de la Santé et des Services sociaux

Le Service de Référence en Périnatalité pour les Femmes immigrantes de Québec (SRPFIQ), un organisme communautaire qui accompagne les futures mères immigrantes vers les ressources en périnatalité et de soutien à l'intégration de leurs familles, compte plusieurs témoignages de femmes allophones démunies qui ont vécu une violation de leur droit (en accouchement, post-partum) à avoir un service d'interprétariat et ce, même après plusieurs jours d'hospitalisation avec leur bébé à l'hôpital.

En vertu de l'article 2 de la *Loi sur les services de santé et les services sociaux* (LSSSS), il est exigé « qu'on tienne compte des particularités géographiques, linguistiques, socioculturelles, ethnoculturelles et socio-économiques des régions; [...] qu'on favorise, compte tenu des ressources, l'accessibilité à des services de santé et à des services sociaux, dans leur langue, pour les personnes des différentes communautés culturelles du Québec.» La réalité du terrain montre que plusieurs femmes immigrantes allophones qui font la demande en contexte d'accouchement, en soins post-partum ou dans le cas d'enfants suivis en néonatalogie ne bénéficient pas toujours de ce service.

Le service d'interprétariat est inaccessible financièrement pour certains organismes communautaires qui souffrent déjà de l'absence de financement de base ou même de financement gouvernemental tout court. Certains intervenants communautaires pourtant de 1^{er} niveau sont incapables financièrement de bénéficier de ce service pourtant essentiel dans l'offre de soutien aux femmes immigrantes et leurs familles allophones. Pire, dans un contexte de grande vulnérabilité qu'est la naissance, l'accouchement et le post-partum. On a laissé entendre à certains organismes que les récents changements (printemps 2019) au niveau des budgets alloués à l'interprétariat sont à la baisse. Ceci a pour conséquence d'empêcher les organismes de faire des demandes d'interprètes par eux-mêmes au risque de se retrouver avec des factures salées et ceci indépendamment de l'étroite collaboration avec les intervenants des CLSC. Une fois de plus, on demande aux organismes communautaires de se débrouiller avec très peu.

Mes questions pour la ministre sont les suivantes :

- Comment est-ce que la ministre explique que ce droit ne soit pas toujours respecté pour ces femmes déjà très vulnérables ?
- Quelle part le gouvernement peut-il faire afin de solutionner ce problème criant qui pose la question de l'accès aux services autant dans le milieu hospitalier que dans les organismes communautaires qui travaillent à combler les besoins non couverts par le CIUSSS?
- Pourquoi les organismes communautaires partenaires du CIUSSS ne peuvent-ils pas faire des demandes d'interprètes directement aux frais de ce dernier ?
- Plusieurs organismes comme le SRPFIQ travaillent étroitement avec les intervenants de la santé dans le cadre de suivi avec des futures/mères immigrantes dans le but de briser les obstacles à aller vers les ressources, à démystifier le système de santé, à briser l'isolement et à soutenir les intervenants de la santé (infirmières en périnatalité, T.S, nutritionniste) dans l'accompagnement offert à ces dernières. Pourquoi le CIUSSS ne pourrait-il pas donner accès au service d'interprétariat à ces organismes en créant un partenariat qui faciliterait les services d'accès à un interprète?

- 105) M. Kelley (Jacques-Cartier) – **4 décembre 2019**
À la ministre de la Santé et des Services sociaux

L'hôpital Sainte-Anne, situé au cœur de ma circonscription a une vocation historique de service auprès des anciens combattants. Depuis le 1er avril 2016, cet hôpital, qui était administré par Anciens Combattants Canada, a été cédé au gouvernement du Québec. Il relève dorénavant du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal.

Nous le savons, les anciens combattants gagnant en âge et il faut s'assurer d'offrir toute une gamme de soins médicaux et psycho-gériatriques visant à répondre le plus adéquatement possible à leurs besoins physiques et psychologiques.

À cet effet, il y a une entente en négociation avec le gouvernement fédéral pour l'ajout de 10 nouveaux lits pour les vétérans et les militaires des forces armées canadiennes revenus récemment d'une opération et qui nécessitent des soins à l'hôpital Sainte-Anne.

Est-ce que la ministre peut fournir un état de situation sur l'avancement des négociations au sujet de cette entente ainsi que la date prévue pour l'ajout des nouveaux lits?

- 106) M. Benjamin (Viau) – **4 décembre 2019**
À la ministre de la Sécurité publique

Considérant que le 30 septembre 2019 la Commission d'enquête sur les relations entre autochtones et certains services publics rendait public son rapport dans lequel elle faisait état de profilage envers les autochtones;

Considérant que le 7 octobre 2019 le Service de police de la ville de Montréal publiait le rapport « Les interpellations policières à la lumière des identités racisées des personnes interpellées » qui présentait des données alarmantes sur le profilage racial;

Considérant que la Ville de Montréal a adopté unanimement le 18 novembre 2019 une résolution demandant la fin des interpellations policières sans fondement qui, ont mené à une discrimination envers les minorités ethniques et au gouvernement du Québec d'adopter une loi pour encadrer les interpellations policières à l'échelle de la province.

Considérant que le 22 novembre dernier, la Commission de la protection des droits de la personne et de la jeunesse a à son tour demandé l'abandon des interpellations policières sans motif.

Est-ce que la ministre peut déposer la liste des personnes composant le « Comité sectoriel issu du milieu policier sur le profilage racial » avec les milieux correspondants pour chaque membre (policier, justice, académique, communautaire, etc.) et le nombre de rencontres tenues depuis le 1er octobre 2018?

Peut-elle transmettre le mandat de ce comité ainsi que son échéancier de travail ?

Peut-elle indiquer si elle entend donner suite à la résolution de la Ville de Montréal et déposer une loi encadrant les interpellations policières?

107) M. Zanetti (Jean-Lesage) – **4 décembre 2019**
Au ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur

Une pétition sur l'accessibilité de l'aide financière aux études aux personnes ayant des handicaps émergents a récemment été déposée à l'Assemblée nationale. Elle a recueilli 1450 signatures. Le texte de la pétition expose bien la problématique :

« Le programme de prêts et bourses de l'Aide financière aux études (AFE) du gouvernement du Québec est tenu d'offrir aux étudiants et aux étudiantes les ressources financières nécessaires pour poursuivre des études postsecondaires, ce qui inclut des mesures d'accommodement pour les étudiants et les étudiantes en situation de handicap (ÉSH).

[...] Depuis le 6 août 2018, le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur a décidé de limiter l'accès à ces mesures d'accommodement en modifiant le formulaire 1015, Certificat médical — Déficiences fonctionnelles majeures et autres déficiences reconnues, de sorte que les ÉSH ayant un handicap dit émergent ou invisible (soit un trouble déficitaire de l'attention, un trouble de santé mentale non épisodique, un trouble du spectre de l'autisme, une déficience intellectuelle ou un trouble d'apprentissage) ne peuvent plus en bénéficier.

{...} La Charte des droits et libertés de la personne affirme le droit aux mesures d'accommodement en milieu scolaire pour les ÉSH, y compris les ÉSH ayant un handicap invisible, et que l'inclusion de cette clientèle dite émergente a vu un plus grand nombre d'ÉSH poursuivre leurs études au niveau postsecondaire, et ce, grâce à une vingtaine d'années d'efforts aux niveaux primaire et secondaire.»

Mes questions pour le ministre sont les suivantes :

- Le ministre compte-t-il modifier le formulaire 1015 pour restaurer le droit aux mesures d'accommodement en matière d'aide financière pour les étudiants et les étudiantes en situation de handicap ayant un handicap invisible, tel que demandé par les signataires?
- Le ministre peut-il nous expliquer les raisons de sa décision?

108) M. Marissal (Rosemont) – **4 décembre 2019**

Au ministre des Finances

La Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ) a annoncé qu'elle accordera un prêt de 313 M\$ à l'entreprise colombienne de production d'électricité Empresas Públicas de Medellín (EPM). La transaction contribuera à la croissance globale d'EPM, dont au projet Hidroituango. L'investissement de la Caisse s'inscrit dans le cadre d'un prêt global de 1G\$ US de la Banque interaméricaine de développement.

Le projet est l'objet de nombreuses controverses sociales et environnementales.

Depuis de nombreuses années, l'organisation régionale Ríos Vivos Antioquia dénonce les menaces et les risques du projet. Des irrégularités ont été constatées dès les études d'impacts sociaux, culturels, environnementaux et économiques du projet.

Depuis plus de dix ans, les communautés luttent contre le barrage Hidroituango qui menace les habitations et leur vie, qui détruit des écosystèmes fragiles et qui a exacerbé de la violence dans une zone de conflit.

L'une des violations des droits humains les plus emblématiques dans la crise d'Hydroituango est l'assassinat d'Ana María Cortés, survenu le 4 juillet 2018. Ríos Vivos Antioquia a perdu en mai 2018 deux de ses membres : Hugo Albeiro George Perez, assassiné en même temps que son neveu, et Luis Alberto Torres assassiné avec son frère. Pourtant, la CDPQ a été informée de ces risques et de graves violations de droits humains. Qui plus est, la CDPQ dispose d'une politique claire en matière d'investissement!

Ma question au ministre des Finances :

Est-ce que le ministre des Finances va demander à la Caisse de dépôt et placement du Québec de retirer tout financement actuel et futurs crédits accordés au projet Hydroituango, en Colombie, et à tout autre projet susceptible de violer les droits humains?

- 109) Mme Lessard-Therrien (Rouyn-Noranda-Témiscamingue) – **4 décembre 2019**
À la ministre de la Santé et des Services sociaux

Depuis le début de la présente législature, la question de la détresse psychologique chez les agriculteurs a occupé trop peu de place dans nos débats parlementaires. Pourtant, selon l'Association québécoise de prévention du suicide, 51% des travailleurs du milieu agricole vivent avec un niveau de détresse psychologique élevé, et leur taux de suicide est deux fois plus élevé que dans le reste de la population. Surcharge de travail, isolement social, conditions météorologiques extrêmes et imprévisibilité des rendements : dans le milieu agricole, les facteurs de stress se cumulent dangereusement. L'arrivée hâtive de la saison hivernale, mais aussi les pénuries de propane causées par la grève au CN, ne sont que les plus récentes illustrations de l'omniprésence de ces facteurs de stress dans le quotidien des agriculteurs.

En juin dernier, j'ai envoyé une lettre aux ministres de l'Agriculture et de la Santé et des Services sociaux afin de les sensibiliser aux problèmes de santé mentale dans le milieu agricole, et de leur demander d'investir dans l'embauche de travailleurs de rang, des professionnels formés en travail social pour intervenir auprès des agriculteurs en situation de détresse psychologique. Près de six mois plus tard, au début du mois de décembre, un soutien financier ponctuel de 300 000\$ a finalement été octroyé à l'organisme Au cœur des familles agricoles, qui est à l'origine de la mise sur pied du programme de travailleurs de rang.

S'il s'agit d'un pas dans la bonne direction, ce financement non récurrent ne permettra pas de consolider l'aide psychologique aux agriculteurs à long terme. En outre, il ne bénéficiera qu'à un seul organisme, lequel n'est pas présent dans toutes les régions administratives, ce qui pose la question de l'équité des services offerts aux travailleurs du milieu agricole.

Les travailleurs de rang sont des piliers essentiels à la santé et la vitalité de nos communautés rurales. Or, à l'heure actuelle, seuls huit travailleurs de rang sillonnent le Québec, un chiffre dérisoire pour une population de 40 000 agriculteurs. En calculant qu'un travailleur de rang coûte environ 60 000\$ par année à l'État québécois, les investissements annoncés ne permettront d'ajouter que 4 ou 5 travailleurs de rang dans tout le réseau pour un an seulement, ce qui est loin de suffire pour répondre adéquatement et durablement à la demande d'aide psychologique.

Mes questions à la ministre de la Santé et des Services sociaux sont les suivantes :

- Est-ce que la ministre s'engage à pérenniser et à bonifier le financement octroyé à l'organisme Au cœur des familles agricoles pour l'embauche de travailleurs de rangs supplémentaires?
- Est-ce que la ministre s'engage à financer, dans les régions administratives où Au cœur des familles agricoles n'est pas présent, d'autres organismes à la mission équivalente pour assurer un développement équitable du programme de travailleurs de rang sur l'ensemble du territoire québécois?
- Enfin, pour l'année financière en cours, quelles sont les sommes dédiées spécifiquement, dans chaque ministère et dans chaque région, à la santé mentale en milieu agricole?

Partie 6
PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

- a) 3 décembre 2019
Loi concernant l'interdiction d'intenter certains recours liés à l'utilisation des véhicules hors route dans les sentiers faisant partie du réseau interrégional – *ministre des Transports*

Projets de loi publics au nom des députés

- b) 3 décembre 2019
Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne dans le but de renforcer la protection des droits des personnes âgées et de créer la fonction de Protecteur des aînés – *député de Rimouski*
- c) 3 décembre 2019
Loi modifiant la Charte de la langue française afin d'instaurer la gratuité des services d'enseignement du français pour toute personne qui réside au Québec – *député de Jacques-Cartier*

Projets de loi d'intérêt privé

- d) 3 décembre 2019
Loi concernant la subdivision d'un lot situé dans l'aire de protection de la maison Roussil à Terrebonne et en partie dans l'aire de protection de la maison Bélisle à Terrebonne – *député de Masson*
- e) 3 décembre 2019
Loi concernant la Ville de Saint-Tite – *député de Maskinongé*

II. NOUVEAUX PRÉAVIS

- (aa) Loi sur les agents d'évaluation du crédit – *ministre des Finances*